

INAUGURATION PAR LE PREMIER MINISTRE
DU CENTRE DE SANTE DE L'INSTITUT PASTEUR

(Lille, le 26 septembre 1981)

Je suis particulièrement heureux d'inaugurer ce centre d'examens de santé. Comme maire de Lille bien sûr, mais aussi comme Premier Ministre. Car, je n'ai pas besoin de vous le préciser, le financement des dépenses de santé constitue l'un des dossiers les plus complexes que j'ai trouvé en arrivant à l'Hôtel Matignon.

Dès lors, toutes les actions de dépistage et de prévention méritent d'être encouragées. Pour les individus d'abord. Comme l'a souligné fort justement le président VILLERS, une intervention rapide à un stade précoce offre au patient un maximum de garanties. Permettez-moi d'ajouter que la société elle aussi bénéficie de la prévention. Car si les hospitalisations tardives et longues sont plus aléatoires pour le malade, elles représentent également une lourde charge pour la collectivité nationale.

Les Français doivent savoir que nous ne pouvons nous engager dans des dépenses nouvelles, notamment dans le do-

./.

maine de l'assurance-maladie, si, parallèlement, des économies ne sont pas faites. Dès 1982, il nous faudra opérer une réforme sérieuse de la sécurité sociale et de son financement. Car nous ne pouvons nous satisfaire de la situation actuelle.

Surtout si nous voulons, comme le souhaitaient les pionniers de la Sécurité Sociale, offrir aux assurés et à leur famille la possibilité d'examens de santé périodiques. Dès l'origine en effet, les responsables de la santé publique ont eu conscience qu'il fallait mêler étroitement l'accès aux soins et une politique de prévention. A l'époque, bien sûr, ces examens correspondaient surtout au dépistage précoce d'un certain nombre de grandes endémies comme la tuberculose qui atteignait plus particulièrement les couches laborieuses de la population.

35 ans plus tard, notre système de protection sociale, et en particulier l'assurance maladie, a permis l'extraordinaire développement du système de soins dans notre pays. La France consacre chaque année 7,5 % de sa richesse aux dépenses de santé. Il s'agit là d'un niveau comparable à celui de beaucoup de pays industrialisés.

La question que nous nous posons maintenant est de savoir comment il est possible, grâce à cet argent, d'être le plus efficace, c'est-à-dire d'améliorer l'état de santé de toute la population. C'est à partir de cette préoccupation que nous devons réfléchir sur la liaison

entre prévention et soins. Ainsi, à 35 ans de distance, ces examens périodiques de santé, créés par la Sécurité Sociale, continuent d'être un des éléments à la fois d'une politique de prévention et d'une politique de gestion de la santé.

Ces examens sont en effet un outil pédagogique tout à fait remarquable. La prévention, comme la santé, se situent au croisement du collectif et de l'individuel.

Du collectif, bien sûr, puisqu'il est du rôle de la collectivité de combattre certains grands fléaux et certains grands facteurs de risques comme de mauvaises conditions de travail, ou de mauvaises conditions de vie.

Mais la collectivité ne peut pas se substituer au choix des individus à partir du moment où ils sont correctement informés. A cet égard, les examens de santé ont une valeur pédagogique individuelle puisqu'il s'agit d'amener les gens à réfléchir sur leur santé. C'est bien là l'une des caractéristiques de ce nouveau centre de mettre l'accent sur le dialogue entre praticien et usager, et de favoriser ainsi une prise de conscience par l'intéressé de ses propres habitudes de vie et de ce qu'elles peuvent avoir de nocif pour sa santé.

Ces bilans de santé ont enfin une valeur pédagogique pour la collectivité tout entière en cela qu'ils permettront une meilleure connaissance de l'état de santé de nos populations du Nord.

En dépit des importants progrès réalisés ces dernières années, avec l'actif concours de la région, nous savons tous, ici, le retard que le Nord connaît en matière de santé. De 1975 à 1978, l'espérance de vie des nordistes n'a progressé que de neuf mois et accuse toujours un an de retard par rapport à la moyenne nationale.

Nous savons que la mortalité infantile demeure la plus élevée de l'hexagone.

Nous connaissons aussi certaines des causes de ce retard.

Je veux parler de la silicose bien sûr. Je ne ferai pas aujourd'hui le martyrologe de la mine, mais je pense à l'indifférence première avec laquelle, pendant des décennies, on a laissé travailler puis mourir les mineurs silicosés.

Je pense aussi à l'alcoolisme. Il s'agit en effet d'une des causes principales de mortalité, dans notre région notamment. L'alcoolisme est, en outre, à l'origine de dépenses hospitalières particulièrement importantes.

Ce fléau a bien sûr des origines sociales et psychologiques dues à l'éducation et aux conditions de vie et de travail. C'est à ces causes profondes qu'il convient de s'attaquer. Le Gouvernement y est résolu. Mais il est évident que des résultats significatifs ne pourront être atteints qu'à la condition d'une prise de conscience générale.

./.

C'est affaire d'éducation, d'information et de prévention.
Dans ce domaine comme dans d'autres.

Car il est vrai que les Nordistes ne prêtent pas suffisamment attention à leur santé. Or ce n'est pas faiblesse ou mollesse que de prendre soin de sa santé. Il ne suffira pas de multiplier les établissements de soins et de traitement pour mettre notre région à un niveau sanitaire satisfaisant.

Il est essentiel de donner à tous les Nordistes, comme à tous les Français, le moyen de pouvoir régulièrement faire le point sur leur état de santé. Il s'agit là au moins autant d'éducation que de dépistage.

J'ai dit éducation car, même en matière de prévention, la solution n'est pas toute entière dans la généralisation des équipements et des investissements lourds.

C'est une véritable pédagogie de la santé qu'il faut concevoir, pour tous les âges et toutes les catégories de la population. Et chacun ici est conscient qu'il ne s'agit pas, par une logique technocratique percinieuse, d'illustrer à l'ère de l'électronique la boutade du docteur Knock pour qui "tout bien portant est un malade qui s'ignore".

./.

Au contraire, toute la logique d'une politique de prévention - s'appuyant sur la technique mais aussi sur l'éducation et l'information de la population - ne devrait-elle pas conduire à montrer que souvent un malade est un bien-portant qui ignore comment le rester ?

La santé, la prévention, la médecine doivent demeurer des échanges entre des personnes ; c'est au service de cet échange que le progrès des techniques trouve sa justification, spécifiquement dans un domaine où il s'agit d'éviter le mal plutôt que de le guérir, de mieux se connaître pour mieux préserver sa santé.

Ce centre de santé doit être exemplaire, dans la mesure où il permettra à l'argent que la collectivité accepte de consacrer à la santé d'être utilisé efficacement. Et la meilleure méthode est encore de mieux connaître les maladies ou les types d'affections qu'il convient de combattre en priorité.

Connaître pour mieux gérer, à la fois les personnels et les équipements, tel est aussi l'objectif que je vous propose.

Inaugurant le centre d'examens de santé de Lille M. Mauroy annonce une réforme en 1982 du financement de la Sécurité Sociale

M. PIERRE MAUROY, Premier ministre, a inauguré, samedi, en fin de matinée, à Lille, le centre d'examens de santé de l'Institut Pasteur. Cette manifestation s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités, parmi lesquelles M. Noël Josèphe, président du conseil régional, M. Paraf, préfet de région, M. Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance maladie, M. le Dr Marty, médecin conseil national...

Accueilli par le professeur Samaille, directeur de l'Institut Pasteur, et M. Henri Villers, président de la Caisse d'assurance maladie de Lille, M. Mauroy s'est vu présenter par un montage audio-visuel télévisé ce centre ultra-moderne, pour l'heure unique en France.

L'utilisation de l'informatique en temps réel y permet de réaliser toutes les opérations d'un bilan de santé, et d'en commenter les résultats avec le consultant en une demi-journée. La formule facilite, en outre, la collecte et le stockage d'informations à partir desquelles pourront être menées des études statistiques sur l'état de santé de la population locale ou régionale.

«Toutes les actions de dépistage et de prévention méritent d'être encouragées, a déclaré le Premier ministre. Le financement des dépenses de santé constitue l'un des dossiers les plus complexes que j'ai trouvé en arrivant à l'Hôtel Matignon».

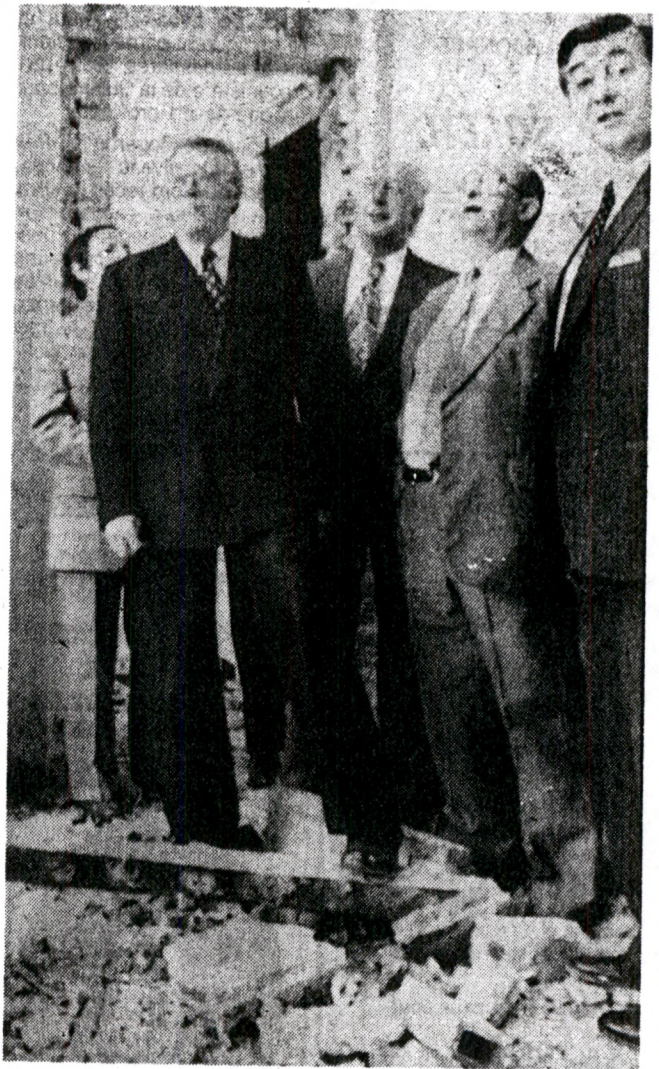
Etre efficace

«Les Français, a-t-il averti, doivent savoir que nous ne pouvons nous engager dans des dépenses nouvelles, notamment dans le domaine de

l'assurance-maladie, si, parallèlement, des économies ne sont pas faites. Dès 1982, il nous faudra opérer une réforme sérieuse de la Sécurité Sociale et de son financement. Car, nous ne pouvons nous satisfaire de la situation actuelle».

«La France consacre chaque année 7,5% de sa richesse aux dépenses de santé. La question que nous nous posons maintenant est de savoir comment il est possible, grâce à cet argent, d'être le plus efficace». Et, c'est à partir de cette préoccupation qu'il faut réfléchir à la liaison entre médecine de soins et médecine préventive. Si M. Mauroy reconnaît tout l'intérêt des centres d'examens de santé au niveau de la prévention, il souligne que celle-ci ne peut s'appuyer sur la seule technique. Il lui faut se doubler d'une pratique et d'une politique d'éducation et d'information.

C'est une véritable «pédagogie de la santé» qu'il faut concevoir, préconise le Premier ministre, pour faire comprendre à chacun qu'il n'est pas «un malade qui s'ignore» (comme le voulait le fameux docteur Knock), mais un bien portant qui doit apprendre à le rester.



Et une telle politique s'avère encore plus nécessaire dans le Nord qu'ailleurs quand on connaît le retard de la région dans le domaine de la santé : de 1975 à 1978, l'espérance de vie des Nordistes n'a pro-

gressé que de neuf mois, a fait remarquer M. Mauroy, et accuse toujours un an de retard par rapport à la moyenne nationale.

J.R.L.